

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN
EN HET OPENBAAR AMBT

VAN

23-11-1999

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

DU

23-11-1999

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes conférés pour l'Organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement du citoyens pour le changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social-chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie & ID21

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/00	:	Documents parlementaires de la 50e législature, suivi du n° et dy n° consécutif
QRVA	:	Question et Réponses écrites
HA	:	Annales (Compte Rendu intégral)
CRA	:	Compte Rendu Analytique
PLEN	:	Séance plénière
COM	:	Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/00	:	Parlementaire documenten van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer
QRVA	:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA	:	Handelingen (Beknopt Verslag)
BV	:	Beknopt Verslag
PLEN	:	Plenum vergadering
COM	:	Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation, 1008 Bruxelles
Fax : 02/549 82 60
Tél. : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Officiële publicaties, van de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein, 1008 Brussel
Fax : 02/549 81 60
Tel. : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Inhoud

Dinsdag 23 november 1999

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT-
COM 052

Mondelinge vraag van mevrouw Jacqueline Herzet aan de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "de gevolgen van de vereenvoudiging van de loopbaan van de informatici in de overheidsdienst" (nr. 424)

sprekers : **Jacqueline Herzet, Luc Van den Bossche**, minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen

Mondelinge vraag van de heer Daniël Vanpoucke aan de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "de hervormingsplannen van de regering voor het openbaar ambt" (nr. 454)

sprekers : **Daniël Vanpoucke, Luc Van den Bossche**, minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen

Mondelinge vraag van de heer Jo Vandeurzen aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bevoegdheden van hulpagenten" (nr. 419)

sprekers : **Jo Vandeurzen, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- mevrouw Kristien Grauwels aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het project nul-overlast te Lokeren" (nr. 429)

- de heer Filip Anthuenis aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het project nul-overlast te Lokeren" (nr. 463)

sprekers : **Kristien Grauwels, Filip Anthuenis, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de opvang van illegalen in de Gentse Leopoldskazerne" (n° 445)

sprekers : **Francis Van den Eynde, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Jos Ansoms aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de problemen bij de politiediensten in verband met ademanalysetoestellen voor alcoholcontroles" (nr. 438)

sprekers : **Jos Ansoms, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Jan Eeman aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toepassing van de wet betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden" (nr. 403)

sprekers : **Jan Eeman, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

Sommaire

Mardi 23 novembre 1999

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
COM 052

Question orale de Mme Jacqueline Herzet au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "les conséquences de la simplification de la carrière des informaticiens-agents de l'Etat" (n° 424)

orateurs : **Jacqueline Herzet, Luc Van den Bossche**, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration

Question orale de M. Daniël Vanpoucke au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "les projets de réforme du gouvernement pour la fonction publique" (n° 454)

orateurs : **Daniël Vanpoucke, Luc Van den Bossche**, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration

Question orale de M. Jo Vandeurzen au ministre de l'Intérieur sur "les compétences des agents auxiliaires" (n° 419)

orateurs : **Jo Vandeurzen, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

Questions orales jointes de :

- Mme Kristien Grauwels au ministre de l'Intérieur sur "le projet 'Tolérance zéro' à Lokeren" (n° 429)

- M. Filip Anthuenis au ministre de l'Intérieur sur "le projet 'Tolérance zéro' à Lokeren" (n° 463)

orateurs : **Kristien Grauwels, Filip Anthuenis, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

Question orale de M. Francis Van den Eynde au ministre de l'Intérieur sur "l'accueil des illégaux à la caserne Léopold à Gand" (n° 445)

orateurs : **Francis Van den Eynde, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

Question orale de M. Jos Ansoms au ministre de l'Intérieur sur "les problèmes au sein des services policiers, en ce qui concerne les éthylomètres pour les contrôles d'alcoolémie" (n° 438)

orateurs : **Jos Ansoms, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

Question orale de M. Jan Eeman au ministre de l'Intérieur sur "l'application de la loi relative à la sécurité lors des matches de football" (n° 403)

orateurs : **Jan Eeman, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 23 NOVEMBRE 1999

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur door de heer **Paul Tant**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 14.20 heures par M. **Paul Tant**, président.

Question orale de Mme Jacqueline Herzet au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "les conséquences de la simplification de la carrière des informaticiens-agents de l'Etat" (n° 424)

Mondelinge vraag van mevrouw Jacqueline Herzet aan de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "de gevolgen van de vereenvoudiging van de loopbaan van de informatici in de overheidsdienst"(nr. 424)

Le **président** : La parole est à Mme Jacqueline Herzet.

Mme **Jacqueline Herzet** (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, il y a plus d'un an, j'interpellais votre prédécesseur sur les conséquences perverses de la simplification de la carrière des informaticiens-agents de l'Etat.

A l'époque, M. Flahaut m'avait affirmé qu'il ferait apporter des modifications ou en tout cas qu'il ferait étudier la question.

Aujourd'hui, on me signale qu'aucune mesure n'a encore été prise dans ce sens.

Permettez-moi de vous rappeler brièvement la situation exacte et actuelle des informaticiens-agents de l'Etat.

Vous savez, monsieur le ministre, que le statut de ces informaticiens était organisé par arrêté royal du 12 novembre 1991 leur offrant de réelles perspectives de promotion. Ainsi, après neuf ans d'ancienneté, l'informaticien-agent de l'Etat devenait automatiquement informaticien expert de rang 13.

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE
ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN
EN HET OPENBAAR AMBT

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 23 NOVEMBER 1999

Ce système a été remplacé par l'arrêté royal du 10 avril 1995 qui limite considérablement les possibilités de promotion.

Monsieur le ministre, ne pourriez-vous pas, à l'instar de ce qui a déjà été fait pour les traducteurs, envisager une mesure transitoire afin de garantir aux informaticiens en service à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 avril 1995, des possibilités de promotion ainsi qu'un statut administratif et financier non seulement convenable mais également stable ?

Monsieur le ministre, je suppose que, comme nous, vous êtes tout à fait conscient qu'il est important d'avoir des fonctionnaires informaticiens de qualité et en nombre suffisant.

Monsieur le ministre, nous devons nous interroger sur la capacité de l'administration de recruter et surtout de conserver des fonctionnaires de qualité alors que toute perspective de carrière est réduite à néant.

Je voudrais également savoir, monsieur le ministre, si vous avez constaté une défection de ce type d'agent ?

Comptez-vous prendre des mesures pour assurer une fidélisation des agents informaticiens de qualité ? Et dans l'affirmative, quand pensez-vous les prendre ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Luc Van den Bossche**, ministre : Monsieur le président, chers collègues, ma réponse sera brève.

La carrière des informaticiens de l'Etat fédéral, organisée sur base de l'arrêté royal du 12 novembre 1991, a été modifiée lors de la révision générale des barèmes, consacrée par l'arrêté royal du 10 avril 1995. Les principales modifications ont trait à la suppression de la carrière plane pour les informaticiens qui, jusque là, évoluaient automatiquement, passant du rang 10 au rang 13 après 9 ans d'ancienneté. Leur échelle barémique n'a,

Luc Van den Bossche

par contre, pas été modifiée. Les informaticiens bénéficient donc toujours de la même échelle barémique même si la dénomination de cette dernière n'est plus 13 C mais 10 G. Il s'agit donc pour ainsi dire d'une question de sémantique.

L'inconvénient de cette nouvelle carrière est que les informaticiens doivent attendre trois ans de plus pour passer au rang 13 puisqu'ils doivent désormais avoir 12 ans d'ancienneté pour y parvenir. Il faut aussi qu'un emploi soit vacant. Ce sont deux handicaps, il faut bien en convenir.

Les informaticiens estiment donc que leurs possibilités d'accéder à une promotion de conseiller général, c'est-à-dire de rang 15, sont réduites. Il faut reconnaître objectivement qu'ils ont raison.

Pour répondre à la demande des informaticiens, je présenterai la semaine prochaine au conseil des ministres une proposition visant à rétablir, par extinction, la carrière plane des informaticiens entrés en service avant le 1er juin 1999, afin de ne pas faire interférer la nouvelle mesure avec d'éventuelles promotions en cours.

Quant aux informaticiens entrés en service après le 1er juin 1999, ils suivront la nouvelle carrière organique.

- *Président* : M. Denis D'hondt

En ce qui concerne le maintien des informaticiens dans la fonction publique, pour faire face aux éventuels départs que pourrait provoquer la demande d'informaticiens par le secteur privé, vu l'éventuel bogue de l'an 2000, nous avons prévu une prime pour les agents affectés à des tâches informatiques.

Je vous cite quelques chiffres. Au niveau 1, au 1er janvier 1998, il y avait 132 informaticiens et, au 1er janvier 1999, 141; pour le niveau 2+, les chiffres évoluent de 143 au 1er janvier 1998 à 171, soit 28 de plus, au 1er janvier 1999. Les chiffres indiquent donc de bons résultats à cet égard.

Ce problème, plus réel lors des recrutements, est principalement dû aux différences salariales dans le domaine informatique entre le secteur public et le secteur privé, surtout dans le contexte actuel de l'avènement de l'euro et l'an 2000. C'est un problème que nous étudions pour l'instant.

Nous devons prendre conscience que ce problème ne sera pas résolu dès l'instauration de l'euro, à cause du retard de l'ensemble du secteur privé sur les programmes prévus, retard dû aux énormes efforts financiers nécessaires pour relever les défis de l'euro et de l'an 2000.

Le marché sera vraisemblablement assez tendu jusqu'en 2002 ou 2003. Ce n'est qu'après que nous pourrons mesurer la tension réelle entre le secteur privé et le secteur public dans ce domaine.

Le **président** : La parole est à Mme Jacqueline Herzet.

Mme **Jacqueline Herzet** (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, je me réjouis de la proposition que le ministre fera prochainement au gouvernement.

Monsieur le ministre, cette proposition sert à la fois le bon sens, l'efficacité et l'intérêt général, non seulement de vos services mais aussi des agents en particulier.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Daniël Vanpoucke aan de minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen over "de hervormingsplannen van de regering voor het openbaar ambt" (nr. 454)

Question orale de M. Daniël Vanpoucke au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "les projets de réforme du gouvernement pour la fonction publique" (n° 454)

De **voorzitter** : De heer Daniël Vanpoucke heeft het woord.

De heer **Daniël Vanpoucke** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, op 9 november uitten zeven Ecolo-kopstukken reeds hun kritiek op het ontwerp van KB dat de algemene principes van het openbaar ambt wil hervormen. Ondertussen hebben alle Franstalige regeringspartijen reeds kritiek op de voorgestelde hervormingen, want die zouden te Vlaams, niet-sociaal en te Angelsaksisch zijn. Er is ook onduidelijkheid over de aangekondigde audit van de openbare diensten en de volksraadpleging die in het vooruitzicht werd gesteld over die hervorming.

Ik had u dan ook graag de volgende vragen gesteld. Hoever staat het met de hervormingsplannen van het federaal openbaar ambt ? Hoe reageert u op de verklaringen van PS, PRL en Ecolo ? Hoe wordt de audit geconcipteerd ? Ten slotte, zal er nu dan niet een volksraadpleging worden gehouden over deze materie ?

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

Minister **Luc Van den Bossche** : Mijnheer de voorzitter, collega's, de eerste vraag luidde hoever het staat met de hervormingsplannen. Er is ten eerste een nota die ik vorige week heb toegelicht in een seminarie met de ambtenaren secretarissen-generaal in Bouillon. Die nota is de brede raadpleging gepasseerd, waaronder ook een

Luc Van den Bossche

voorlichtingsnamiddag met mogelijkheid tot discussie met de directeur-generaal. De nota bevindt zich nu in haar definitieve versie, en derhalve ligt de filosofische lijn die ik een maand geleden uiteengezet heb ter gelegenheid van een vraag vast.

Ten tweede zullen we eerstdaags de volledige hervormingsnota van het VWS bekendmaken. In samenwerking met de verantwoordelijke vast wervingssecretaris en na betrokkenheid van het personeel van het VWS, na raadpleging van zowel het college van de leidende ambtenaren van de parastatalen als van de secretarissen-generaal, en ook nadat we een verwerking hebben gedaan van een enquête bij de zesduizend laatst geslaagden bij het VWS, zal de hervorming volledig rond zijn en zullen we die bekendmaken, alsook de fasering waarin ze zich zal afspelen. Daarnaast mag worden verwacht dat ik eerstdaags ook het college zal aanspreken met een voorstel van timing van de vertaling van de Bouillonnota in werkelijke maatregelen, en tegelijkertijd met een voorstel over ex post en ex ante evaluatie. Dat loopt zelfs sneller dan ik zelf had getimed.

U vroeg ook hoe ik reageerde op verklaringen. Ik reageer nooit op verklaringen, ik lees die, maar ik laat er nooit mijn slaap voor. Sommige dingen zijn bijna - indien ze leuker waren geformuleerd - geestig te noemen. Ik wist niet dat management te Vlaams kon zijn. Dat is voor mij een nieuwigheid. Ik zal vragen dat in de toekomst in Leuven en in Gent op zijn minst wordt uitgelegd dat er nu een Vlaams management is. Er werd ook gezegd dat het te Angelsaksisch is. Ik weet dat er veel literatuur is over management in het Engels, en ik heb niet onaardig wat dingen moeten volgen in het Engels. Ik weet echter niet wat men bedoelt met 'te Angelsaksisch'.

Er werd ook gezegd dat de hervorming niet sociaal zou zijn. Als men bedoelt dat een en ander niet rijmt met wat de vakbond zegt, dan is het juist gezien. Ik vermoed dat dit komt doordat er op dat niveau tot mijn droefenis nogal wat afwezigheid is van denken, en dat ik niet word geconfronteerd met vakbonden die documenten publiceren zoals in sommige Noorse landen. In Finland is het bijvoorbeeld aangenaam om de vakbondsdocumenten te lezen over veranderingsmanagement. Men is daar ook in geslaagd om de hervorming samen met de vakbonden door te voeren.

Ik stel vast dat de literatuur en de mentaliteit van Finland nog niet tot ons zijn doorgedrongen.

Ik agendeer het algemeen principe van de hervorming van het openbaar ambt. De adviezen die terzake werden ingewonnen zijn tegenstrijdig. Sommigen beweren dat de hervormingen niet ver genoeg gaan. Anderen vinden het tegenovergesteld.

De hervorming onder meer inzake de grotere autonomie van de gewesten heeft niets te maken met de communautaire problematiek. Critici met een unitaire reflex kunnen hooguit opperen dat het voorstel "niet mooi" is.

Ik wijs erop dat men allerlei onwaarheden de wereld instuurt.

Men doet alsof er voor het eerst sprake is van weddenschappen tussen de gewesten. Men moet zijn geschiedenis kennen. Bij de regeringsonderhandelingen van 1988 en de wetten van 1989 werd een systeem bepaald dat verschillende wedden toelaat zonder de goedkeuring van de federale overheid. Dit werd uitgevoerd. In het begin van de jaren '90 heeft het Vlaams Gewest als eerste de algemene baremaherziening doorgevoerd. De gemiddelde Vlaamse ambtenaar functioneert anders dan zijn federale evenknie en krijgt een hogere wedde. Een wijziging van het AP-koninklijk besluit verandert daar niets aan.

- *Voorzitter : de heer Paul Tant*

De algemene hervorming wijzigt evenmin de bijzondere wet.

Sommigen beweren dat het VWS wordt afgeschaft. Ik verwijs naar de rechtsstudies. De bijzondere wet bepaalt dat het VWS verplicht is voor al de statutaire wervingen. Als deze verplichting uit het koninklijk besluit verdwijnt, wijzigt men de bijzondere wet niet. Politiek ben ik er voorstander van deze verplichting uit het koninklijk besluit te lichten. Gemeenschappen en gewesten moeten, mijns inziens, zelf hun verantwoordelijkheid terzake opnemen. De opheffing van deze verplichting kan echter alleen met een tweederde meerderheid worden goedgekeurd. Ik laat in het midden of men bewust naast de kwestie wil zijn om mensen op het verkeerde been te zetten, of dat men zijn geschiedenis niet kent.

Het verhaal over het uiteenspatten van het openbaar ambt is eveneens overtrokken.

Men beweert dat de hervorming elke vorm van mobiliteit van federaal naar gewestniveau en vice versa onmogelijk maakt.

In 1989-1990 heb ik ambtenaren met hun dienst laten muteren naar de gemeenschappen en gewesten. Daarna is het aantal mutaties nooit hoog geweest. De meeste betrokkenen hadden "een lange arm". Op dit ogenblik kan men nog moeilijk spreken van mobiliteit.

Mijnheer de voorzitter, collega's, het debat over de hervorming van het openbaar ambt moet in alle rust verlopen. Men moet niet "communitariseren" wat niet communautair is.

Wat de audit betreft, moet men niet denken dat de regering een zoveelste grote audit zal laten uitvoeren. Er werden reeds voldoende audits uitgevoerd. Tot mijn spijt stel ik echter vast dat over de meeste audits nooit een debat inzake de implementatie ervan werd gevoerd.

Luc Van den Bossche

Op dit ogenblik zijn twee werkgroepen druk bezig met de voorbereiding van een soort blauwdruk inzake de structuren, de opdrachten van de overheid en het human resources management ad futurum, een ideaalbeeld om naar te evolueren.

Men is daarmee bezig. In die twee werkgroepen zijn alle grote audit- en studiebureaus vertegenwoordigd door één van hun leidinggevende mensen. Het gaat dus steeds om een partner die aan de top van een bedrijf staat en niet om een gewone senior of junior. Dat is de wijze waarop de auditwetenschap wordt betrokken bij het verhaal om de ideaalbeelden naar voren te schuiven.

U vroeg me ook of daarover een volksraadpleging zou worden gehouden. Ik verwijs naar het antwoord dat ik heb gegeven tijdens de openbare vergadering. Uiteraard zal ik niet aan iedereen vragen of men een beter openbaar ambt wenst en of iedereen gelukkig wil zijn. Indien ik dat zou doen, moet ik mijn voornaam laten veranderen in Charles. Ik plaats me dan immers op het niveau van iemand die ten zuiden van het land was gespecialiseerd in referenda. Dat wens ik niet te doen.

We stellen wel iets anders voor. Ik herhaal voor de zoveelste keer dat de vorm nog niet vastligt. Die zal onder andere afhangen van de teksten die de twee commissies ons zullen bezorgen. Op zijn minst zal er een breed maatschappelijk debat worden gevoerd. Ik sluit niet uit dat men op sommige momenten metingen zal uitvoeren. In elk geval zal er geen traditionele volksraadpleging worden gehouden. De zaken zullen op een originelere wijze worden aangepakt. Men zal de mensen wel betrekken bij de voorstellen. Dat is belangrijk en ook vernieuwend in de aanpak.

Vroeger gebeurde dat niet. Er werd een soort vervreemding in stand gehouden tussen enerzijds het veranderingsproces, ook in de finale projecties, en anderzijds de publieke opinie in haar geheel. De plannen moeten wat dat betreft nog worden uitgewerkt. Op dit moment kan ik daar niet meer over zeggen.

De voorzitter : De heer Daniël Vanpoucke heeft het woord.

De heer Daniël Vanpoucke (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn omstandig antwoord. Ik ben het ermee eens dat men niet een zoveelste audit dient door te voeren.

Mijnheer de minister, in uw antwoord op mijn tweede vraag verwijst u zelf naar de vakbonden. Krijgen de vakbonden kansen om mee een idee te formuleren over de hervormingsplannen ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister Luc Van den Bossche : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Vanpoucke, we hebben de bonden tot nu toe twee keer informeel ontmoet. De eerste maal werd een

algemeen gesprek gevoerd. De tweede keer hebben we over de nota-Bouillon, die ze ondertussen hadden ontvangen, gediscussieerd. Ze zullen ook de nota van het VWS krijgen. Ze hebben op al die momenten steeds kunnen reageren. Ik ben niet de mening toegedaan dat ik vanaf het opstellen van de tekst met de vakbonden moet onderhandelen. Het opstellen is mijn taak. De discussie achteraf is een andere zaak. Die kans hebben ze trouwens gekregen. In de toekomst zal dat ook zo blijven. Het zou fout zijn de gesprekken te ontwijken, ook al weten we dat we niet steeds tot een 'idem velle atque idem nolle'-regeling zullen komen. Dat is niet het ergste. We moeten ook openstaan tegenover de bonden. Ik kan u garanderen dat dit ook zal gebeuren.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Jo Vandeurzen aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bevoegdheden van hulpagenten" (nr. 419)

Question orale de M. Jo Vandeurzen au ministre de l'Intérieur sur "les compétences des agents auxiliaires" (n° 419)

De voorzitter : De heer Jo Vandeurzen heeft het woord.

De heer Jo Vandeurzen (CVP) : Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, ik heb een vrij concrete vraag. Op het terrein is er al heel wat te doen geweest rond de samenwerking tussen de verschillende politiediensten, de gemeentelijke politiekorpsen in de IPZ's en de rijkswacht. Dat is een goede anticipatie op wat zal komen. De samenwerking op het terrein kan op dit ogenblik alleen gestimuleerd worden.

Blijkbaar doet er zich echter een probleem voor als het gaat om de hulpagenten die in dienst zijn van de verschillende gemeentebesturen. Als men de politiediensten laat samenwerken, blijven deze hulpagenten niet bevoegd te zijn om op te treden buiten het grondgebied van de eigen gemeente. Dat bemoeilijkt uiteraard het optimaliseren van de integratie van de verschillende politiekorpsen. Blijkbaar zou dat ook later in de nieuwe politiestructuur een probleem blijven.

Mijnheer de minister, is het correct dat de hulpagenten niet buiten de grenzen van de eigen gemeente kunnen opereren ? Waarop baseert u uw antwoord ? Is het niet wenselijk om deze belemmering weg te nemen ? Bent u bereid om ter zake een initiatief te nemen of te steunen ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

Minister Antoine Duquesne : Mijnheer de voorzitter, ik antwoord zo snel mogelijk om mijn collega te helpen.

Antoine Duquesne

Het is inderdaad correct dat de hulpagenten niet kunnen optreden buiten het grondgebied van de eigen gemeente, ook al is het betrokken politiekorps opgenomen in een interpolitiezone die korpsen uit verschillende gemeenten omvat.

La compétence territoriale des fonctionnaires de police communale est en principe limitée au territoire de la commune. L'article 45 de la loi sur la fonction de police prévoit néanmoins que cette compétence peut être étendue hors des limites communales. Ainsi, cet article dispose que "les fonctionnaires de police d'une commune peuvent exercer leurs compétences sur le territoire d'autres communes lorsque, sur la proposition des conseils communaux, ils sont autorisés par le gouverneur de province à y exercer des missions de police administrative ou judiciaire". Comme les auxiliaires ne sont pas considérés comme des fonctionnaires de police au sens de la loi sur la fonction de police, ils ne peuvent pas, sur base de l'article 45, être mis en oeuvre sur le territoire d'une autre commune d'une zone interpolices.

Lors de la mise en place de la police locale dans le cadre de l'application de la loi du 7 décembre 1998 relative à l'organisation d'un service de police intégrée structurée à deux niveaux, les auxiliaires de police pourront être mis en oeuvre sur tout le territoire de la zone de police étant donné que la compétence territoriale de la police locale ne sera plus déterminée par le territoire de la commune, mais bien par celui de la zone à laquelle peuvent appartenir plusieurs communes.

Dans l'attente de la mise en place définitive de la nouvelle police intégrée à deux niveaux, j'estime néanmoins opportun que les auxiliaires de police puissent, dans un avenir proche et dans les limites de leurs compétences légales, être opérationnels sur l'ensemble du territoire. J'ai demandé à mes services d'examiner la possibilité de modifier les textes existants pour apporter une solution à ce problème.

De **voorzitter** : De heer Jo Vandeurzen heeft het woord.

De heer **Jo Vandeurzen** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, het verheugt mij dat onze mening wordt gedeeld en dat men de bevoegdheid van de hulpagenten over het hele gebied wil uitbreiden.

In de mate dat het parlement daarin behulpzaam kan zijn, willen wij graag meehelpen bij het zo snel mogelijk doorvoeren van deze maatregel. Het huidig plan tot integratie van de politiediensten maakt van deze mogelijkheid immers geen gewag.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- mevrouw **Kristien Grauwels** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het project nul-overlast te Lokeren" (nr. 429)

- de heer **Filip Anthuenis** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het project nul-overlast te Lokeren" (nr. 463)

Questions orales jointes de :

- Mme **Kristien Grauwels** au ministre de l'Intérieur sur "le projet 'Tolérance zéro' à Lokeren" (n° 429)

- M. **Filip Anthuenis** au ministre de l'Intérieur sur "le projet 'Tolérance zéro' à Lokeren" (n° 463)

De **voorzitter** : Mevrouw Kristien Grauwels heeft het woord.

Mevrouw **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag gaat inderdaad over het project nul-overlast in Lokeren.

In Lokeren heerst een criminaliteit zoals in zovele andere gemeenten, niet meer en niet minder, maar in de zomer van 1998 hebben er zich problemen voorgedaan met een groep jonge mensen. De burgemeester van Lokeren heeft daarop gereageerd met een project nul-overlast, dat gesteund werd door Binnenlandse Zaken. Twaalf extra-rijkswachters werden ingezet. Bij het begin van deze maand heeft de burgemeester de minister uitgenodigd met de bedoeling hem van de positieve effecten van het nul-overlast project te overtuigen, om zo de extra-rijkswachters te kunnen behouden.

Volgens de kranten die ik daarop heb nagelezen, ging u hierover snel een beslissing nemen, na ontvangst van een evaluatierapport.

Hebt u ondertussen een beslissing genomen in verband met de extra-rijkswachters en op basis van welke elementen ?

In de krant kunnen we lezen dat de repressieve aanpak van het project nul-overlast ook aangevuld werd met een preventief luik. Waaruit bestond dat dan juist ?

Steunt de minister het project nul-overlast in die zin dat het ook in andere gemeenten kan worden toegepast ?

De **voorzitter** : De heer Filip Anthuenis heeft het woord.

De heer **Filip Anthuenis** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik zou het woord willen nemen om enkele misverstanden uit de wereld te helpen.

De parlementaire procedure laat mij dit toe en wel enkel en alleen door het indienen van een vraag.

Ik ben afkomstig van Lokeren en ik ken de praktijk dus tamelijk goed.

Filip Anthuenis

Mijn vader is burgemeester van Lokeren en ik heb mijzelf de vraag gesteld of het deontologisch verantwoord was hier het woord te voeren. Toch denk ik dat het hoog tijd wordt dat men ook in deze Kamer goed wordt geïnformeerd over de betekenis van het nul-overlast project te Lokeren.

Eerst en vooral, hoe is dat nul-overlast project er gekomen ? Is het tot stand gekomen door een soort faillissement van het veiligheidsbeleid te Lokeren, zoals wel eens beweerd wordt door sommige professoren ? Wel integendeel, reeds voor het project nul-overlast, bestond er in Lokeren reeds veel aandacht voor de veiligheid, zowel wat de repressie als wat de preventie betreft.

De reden van het tot stand komen van het project was een zinloze raid op een drankgelegenheid in Lokeren, waar men de boel kort en klein heeft geslagen.

Het waren inderdaad, het moet gezegd, een bende jonge migranten, vreemdelingen dus. De waarheid heeft haar rechten.

De verantwoordelijken hebben dan de beslissing genomen een nul-overlast project op touw te zetten, met de steun van de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken, die 12 bijkomende rijkswachters ter beschikking heeft gesteld.

Dit gebeurde met de steun van procureur Dufour, die hierbij de vereiste objectiviteit aan de dag heeft gelegd. De minister is daar trouwens zeker en vast van op de hoogte. Ik was zelf aanwezig bij zijn ontvangst op het stadhuis.

Is het project een repressief middel om vreemdelingen lastig te vallen, wat ook wel eens wordt verteld ? Helemaal niet, want iedereen, zowel vreemdelingen als Belgen, worden bij ons op dezelfde manier behandeld. De cijfers tonen dit trouwens aan, maar ook in Lokeren is de wet de wet en geldt zij voor iedereen.

Het project heeft niet zozeer betrekking op repressie maar op preventie. Preventie begint, mijns inziens, bij de ouders en op school. De politieke overheid heeft terzake slechts beperkte mogelijkheden.

Wat het verband tussen vreemdelingen en criminaliteit betreft, is het de hoogste tijd om deze problematiek objectief te beoordelen. In tegenstelling tot de groenen die misbaar maken over de door minister Verwilghen geplande studies, ben ik wel voorstander van een dergelijk project. In Nederland heeft men dergelijke studies reeds uitgevoerd en staat men veel verder. België heeft, mijns inziens, eveneens nood aan objectieve studies terzake. Lokeren heeft een dergelijke studie laten uitvoeren. Daaruit blijkt dat 25% van de vreemdelingen tussen 19 en 24 jaar reeds in contact zijn gekomen met het gerecht. Bij Belgen is dit slechts 5%.

Men moet me niet verkeerd begrijpen. Ik bedoel daar niets mee. Men moet echter wel rekening houden met deze gegevens.

De evaluatie van het nul-overlastproject is, ons inziens, zeer positief.

Allereerst is de criminaliteit in Lokeren sterk gedaald. Ik ga geenszins akkoord met de bewering van de vorige spreker dat de criminaliteit in Lokeren vergelijkbaar was met die van andere gemeenten. Vóór het nul-overlastproject was dit zeker niet het geval. In een vergelijkbare periode werden na het nul-overlastproject 400 processen-verbaal minder opgesteld. Dit betekent niet dat alle problemen reeds zijn opgelost. Het is echter wel een stap in de goede richting.

Een tweede positief punt inzake het nul-overlastproject is de reactie van de bevolking die achter het gevoerde beleid staat. Een groots opgezette enquête toont aan dat meer dan 70% van de Lokerse bevolking zich achter het gevoerde beleid schaart. Bij de 30% die niet akkoord gingen, kan men extreem rechts onderbrengen die een hardere aanpak met onder meer een avondklok nastreven en extreem links. Zij vinden dat Lokeren een politiestad is geworden.

Ik herhaal en beklemtoon dat de meerderheid van de Lokerse bevolking akkoord gaat met het gevoerde beleid.

Mijnheer de minister, ik houd een pleidooi voor het behoud van het project.

Procureur Dufour zegt zijn steun toe.

Zolang de politiehervorming niet is afgerond, moet Lokeren kunnen blijven rekenen op 6 bijkomende rijkswachters. Ik heb begrepen dat u wacht op het evaluatieverslag om een definitieve beslissing te nemen.

Collega's, het loont de moeite te onderzoeken of een dergelijk project niet kan worden toegepast in andere steden die kampen met onveiligheid. Veiligheid is immers een van de actuele ernstige problemen in het westen.

Le président : La parole est au ministre.

M. Antoine Duquesne, ministre : Monsieur le président, chers collègues, j'estime qu'il est heureux de voir collaborer la police communale et la gendarmerie. Ce n'est là qu'une préfiguration de la réforme des polices que je vais avoir la responsabilité de mettre en oeuvre.

Je constate que les résultats obtenus sont meilleurs quand cette collaboration existe. Et j'ai été particulièrement heureux de constater cette collaboration à Lokeren car je sais qu'on peut y trouver des personnes isolées

Antoine Duquesne

qui, s'imaginant que la réforme des polices n'est pas inéluctable, manifestent quelque résistance. Pourtant, elle l'est. Et ce qui se passe à Lokeren vient confirmer que cette collaboration est une bonne chose.

Mais, il faut savoir qu'à Lokeren, on a mis des gendarmes supplémentaires à disposition.

Je ne me suis pas encore prononcé. Pour ce faire, j'attends d'avoir le rapport que doit me transmettre le bourgmestre de Lokeren, suite à une réunion d'évaluation qui s'est tenue le 8 novembre dernier.

À l'heure actuelle, je n'ai pas encore reçu ce rapport mais je confirme ce que j'ai dit à l'issue de ma visite à Lokeren à savoir qu'a priori, je suis favorable à la poursuite de l'expérience. En effet, lorsqu'une expérience est entamée, qu'elle donne des résultats positifs, elle doit être conduite jusqu'à son terme.

Je dois vous dire également qu'en arrivant à Lokeren, j'ai dit au bourgmestre, M. Anthuenis, que je n'aimais pas l'expression "tolérance zéro". Et il m'a répondu que cette terminologie avait été utilisée par les médias et que, pour sa part, il préférerait l'expression "degré de nuisance zéro" pour les citoyens en assurant une présence policière avec des policiers qui sont à l'écoute des préoccupations de la population et qui utilisent toutes les méthodes disponibles et spécialement la prévention. En effet, on en est arrivé, aujourd'hui, à une phase essentiellement de prévention.

On ne peut donc pas dire que le projet a été complété par un volet préventif. On a plutôt réalisé progressivement un glissement allant d'une action purement répressive à une action purement préventive.

Ce projet comprend quatre grands axes :

1. augmentation des patrouilles de police;
2. structure de concertation;
3. enquêtes;
4. prévention.

Dans un premier temps, les effectifs des patrouilles ont été renforcés par un soutien fédéral de douze gendarmes.

La police communale a réorganisé de façon interne ses services et a pu, de ce fait, mettre plus de fonctionnaires de police à disposition pour la surveillance et les patrouilles.

Lors de cette première phase, qui a duré environ trois mois, les interventions ont, en effet, été plutôt répressives.

À l'issue des deux mois ou de la deuxième phase, cela avait déjà produit ses effets, si bien que le potentiel des gendarmes a été réduit à 6 unités.

Vu l'endroit, on pouvait avoir recours à deux cavaliers de la gendarmerie.

Simultanément, des séances d'auditions ont été organisées avec les divers groupes cibles, ce qui a débouché sur une charte qui a été distribuée à la population de Lokeren.

À cet égard, je dois dire que, ce sont des incidents, qui se sont déroulés à proximité de la gare de Lokeren avec des jeunes d'origine étrangère et plus spécialement d'origine marocaine, qui ont justifié la mise en oeuvre de cette expérience.

J'ai demandé au bourgmestre quel avait été l'un des avantages de l'opération. Il m'a répondu qu'à la suite de ces auditions avec les groupes cibles auxquelles il a été procédé, on s'est rendu compte qu'un certain nombre de besoins n'étaient pas rencontrés, ce qui pouvait inciter certains à la délinquance.

La commune de Lokeren a pris, et compte prendre encore, des mesures positives. Selon lui, c'était là une des raisons de la réussite de l'opération. Cela démontre que tout n'est pas axé sur la répression.

Le troisième axe comporte trois volets : une équipe d'enquête mixte, une analyse du phénomène dont les résultats ont été présentés à la mi-novembre et une évaluation de l'intervention policière.

En ce qui concerne le quatrième axe, la prévention, je peux affirmer qu'on travaille autant en prévention générale qu'en prévention individuelle. Via une approche pluridisciplinaire, on s'axe sur la cause et le plus long terme.

On travaille autour de deux groupes cibles : un groupe de jeunes de 12 ans qui manifestent des comportements déviants et un groupe de "first offenders" - premiers délinquants - qui sont fichés pour la première fois par la police.

Pour le deuxième projet, un "case management" - gestion des cas - a été créé par l'intermédiaire du coordinateur de la lutte contre la drogue de la province. Dans tout le projet, l'objectif était d'assurer le retour au calme, tout d'abord par une approche répressive, puis par une réduction progressive de la répression pour passer ensuite à la prévention qui devient le nouvel élément essentiel de la politique mise en oeuvre.

En ce qui concerne l'aspect conceptuel, je confirme que le projet tel que mené à Lokeren est intéressant et doit être poursuivi. Il va de soi que les expériences, tant

Antoine Duquesne

positives que négatives, rassemblées au fur et à mesure de l'avancement du projet, doivent être échangées avec d'autres villes qui rencontrent des problèmes similaires. En effet, ce type d'expérience pourrait être développé ailleurs.

D'ailleurs, j'ai déjà entendu d'autres bourgmestres exprimer leur intérêt pour la formule développée. Bien sûr, ils sont tentés par ce genre d'expérience. Mais je dois ôter tout espoir d'un soutien fédéral à toutes les villes qui souhaitent mettre en oeuvre un tel projet dans le cadre de leur approche de la sécurité locale. Cependant, il est clair que la fusion des polices communales et des brigades de gendarmerie, telle que prévue dans la réforme, permettra une meilleure utilisation des effectifs et, grâce aux économies réalisées, la mise en oeuvre de telles expériences sans recours à des effectifs supplémentaires.

De **voorzitter** : Mevrouw Kristien Grauwels heeft het woord.

Mevrouw **Kristien Grauwels** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik wens in de eerste plaats te verduidelijken dat ook ik geen voorstander ben van de term "nul-overlast". Ik denk dat men altijd een evenwicht moet nastreven tussen de repressieve kant en de preventie. Ik kan het dus niet eens zijn met de vorige spreker, die de preventie verwijst naar de opvoeding, zonder dat de gemeente daarin een rol kan spelen.

De **voorzitter** : De heer Filip Anthuenis heeft het woord.

De heer **Filip Anthuenis** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik heb niet gezegd dat de preventie louter te maken heeft met de ouders en met de scholen, maar dat de ouders en de scholen daarin een belangrijke rol te spelen hebben. Natuurlijk is er hier ook een taak voor de gemeente. De gemeente Lokeren maakt daar effectief werk van. Er is in Lokeren een evenwicht tussen repressie en preventie en ik zou voorstellen dat de mensen die hier in het parlement daarover eerder op een academische wijze spreken eens een bezoek zouden brengen aan Lokeren of aan een andere gemeente die met deze problematiek wordt geconfronteerd.

Tot slot wens ik ten opzichte van de minister nog een warm pleidooi te houden om die supplementaire rijkswachters te blijven leveren, eerst en vooral omdat zulks nodig is voor de veiligheid in Lokeren en ook omdat het project in Lokeren kan dienen als proefproject voor andere gemeenten.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

Minister **Antoine Duquesne** : Mijnheer de voorzitter, ik heb begrepen wat de heer Anthuenis wilde zeggen. Ik wacht op een verslag.

Malheureusement, je sais que la prévention seule ne permet pas de résoudre tous les problèmes. Pour certains, la peur du gendarme reste le début de la sagesse.

Le **président** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de opvang van illegalen in de Gentse Leopoldskazerne" (n° 445)

Question orale de M. Francis Van den Eynde au ministre de l'Intérieur sur "l'accueil des illégaux à la caserne Léopold à Gand" (n° 445)

De **voorzitter** : De heer Francis Van den Eynde heeft het woord.

De heer **Francis Van den Eynde** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, daarnet nodigde de heer Anthuenis de aanwezige collega's uit om een kijkje te gaan nemen in Lokeren. Wij hebben zijn aanbeveling al bij voorbaat gevolgd vermits wij eind oktober met enkele leden van het parlement een bezoek brachten aan de Leopoldskazerne, waarvan ik de problemen inderdaad niet voor de eerste keer in de commissie aankaart.

Precies naar aanleiding van dat bezoek rezen een aantal vragen die ik vandaag graag aan de minister zou willen stellen.

Mijnheer de minister, de Leopoldskazerne is een open centrum, waarvan de bevolking bijgevolg in aantal varieert. Toch zijn er een aantal merkwaardige zaken vast te stellen. Er is niet alleen het feit dat men in de buurt klaagt van overlast. Dat heb ik hier al aangekaart. Er is ook - ik zal de terminologie gebruiken die politiek correct is, maar die niet de mijne is - de vrij merkwaardige woon- en leefcultuur van de mensen die gehuisvest zijn in wat in Gent nu stilaan "Hotel Leopold" wordt genoemd. Het is toch merkwaardig dat alhoewel de kazerne over de nodige toiletinstallaties beschikt, de kuisploegen die worden ingehuurd, van 's morgens tot 's avonds ingeschakeld worden om gangen en kamers te komen opruimen.

Het is ook vrij eigenaardig dat de mensen die gelogeed worden in de Leopoldskazerne, mensen zijn die een document gekregen hebben dat een bevel inhoudt om het land binnen de vijf dagen te verlaten. Dit is consequent met de huidige wetgeving. Toch mogen zij zo lang zij willen in de Leopoldskazerne logeren. Dat houdt op zijn minst toch een ernstige tegenstrijdigheid in het beleid in.

Francis Van den Eynde

Een andere zaak die nogal eigenaardig overkomt, zowel voor de militairen die in de Leopoldskazerne normaal functioneren als de mensen uit de buurt, is dat het grootste aantal van de illegalen die daar gelogeerd worden jonge kerels zijn, die er de merkwaardige gewoonte op nahouden om 's avonds de kazerne te verlaten - wat perfect kan want het is een open centrum - en 's morgens terug te komen. Wat er ondertussen gebeurt weet niemand, ook niet de militairen die er stationeren. Zij zijn niet bevoegd om er controle over uit te voeren.

Hoe dan ook, het is een moeilijke situatie, niet alleen voor de buurt, maar ook voor de militairen. Zij vertelden ons dat zij weliswaar steun krijgen van een ambtenaar van Vreemdelingenzaken, maar slechts twee dagen per week. De militairen, die ook andere opdrachten hebben, met daarbovenop hun gebrek aan scholing inzake opvang van illegalen, zijn allerm minst geschikt om daar de zwaarste last te dragen. Zij drongen erop aan iemand van uw ministerie en liefst iemand van de dienst Vreemdelingenzaken alle dagen daar te mogen krijgen.

Bovendien staat de winter voor de deur. De militairen hebben allerlei opdrachten, onder meer een opdracht in Kosovo. Het gaat om een medische eenheid die ondertussen, ten minste gedeeltelijk, naar deze zone is vertrokken. Terwijl zij ginder zijn kunnen zij minder zorg dragen voor de illegalen. De militairen zijn ongeduldig om te weten wanneer de situatie bij hen opnieuw zal worden genormaliseerd. Aangezien zij als soldaten deel uitmaken van dit korps, dat in het Frans gekend is onder de naam "la grande muette", kunnen zij hun vragen niet rechtstreeks stellen, reden waarom ze aan ons werden overgemaakt en ik ze vandaag aan de orde breng.

Mijnheer de voorzitter, ik stel deze vragen ook in naam van de Gentenaars die geplaagd zitten met het probleem.

Le président : La parole est au ministre.

M. Antoine Duquesne, ministre : Monsieur le président, monsieur Van den Eynde, en tous cas, vous n'êtes pas muet. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que vous me posez ces questions.

Ma réponse tiendra en quatre points.

1. La structure d'accueil mise en place à la caserne Léopold est, je le répète, une structure d'urgence. Elle vise à répondre à la situation de détresse que connaissent les Kosovars illégaux appréhendés sur nos autoroutes. Ces malheureux sont souvent la proie de véritables trafics d'êtres humains organisés par des filières criminelles.

Comme ils ne sont pas, pour le moment, susceptibles d'être renvoyés vers le Kosovo et comme ils ne se trouvent pas dans le cadre d'une procédure d'asile, il

était urgent de trouver un endroit où les accueillir. Cette situation devrait prendre fin dès la reprise des rapatriements forcés vers le Kosovo qui débutera dès que l'accord de réadmission entre M. Kouchner et notre ministre des Affaires étrangères sera signé, comme suite à la visite récente du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Défense nationale au Kosovo, et plus particulièrement à M. Kouchner.

Si vous voulez en savoir plus à ce sujet, c'est à mon excellent collègue, le ministre des Affaires étrangères, que vous devriez vous adresser.

2. L'accueil se fait au sein d'une structure ouverte. Vous me dites que la présence de l'office des étrangers est insuffisante. Je vais vérifier ce qu'il en est pour, le cas échéant, prendre les mesures appropriées.

Les activités auxquelles se livrent les personnes qui résident dans cette structure ouverte lorsqu'elles ne se trouvent plus dans la caserne, ressortissent à la vie privée. Si, d'aventure, elles commettent des délits, il revient bien sûr aux instances judiciaires ou policières d'en connaître.

Pour le moment, ce sont principalement des familles avec enfants qui y séjournent.

3. Vous évoquiez des plaintes du voisinage relatives aux inconvénients et aux troubles qu'entraînerait la présence de ces personnes, notamment du tapage nocturne. Je répète qu'il appartient aux services de police de résoudre ces problèmes dès lors que les comportements en cause sont prohibés par la loi.

Quoi qu'il en soit, je vais donner des instructions à mon administration pour que l'on fasse un rappel à caractère éducatif à ceux qui se trouvent dans le centre, en leur rappelant ce qu'est le devoir de cohabitation là où on est accueilli.

4. Le problème auquel vous faites allusion relève du ministre de la Défense nationale. Je dois donc, sur ce plan, rester muet. Je peux toutefois préciser qu'en date du 12 novembre 1999, le conseil des ministres a décidé d'adapter la capacité de la caserne Léopold. Même si le dispositif est prévu pour l'accueil d'urgence, il n'y a pas de durée maximale de séjour dans cette caserne. Il est difficile de prévoir quand le dispositif prendra fin. Je crois toutefois pouvoir dire qu'il sera très probablement maintenu pendant cet hiver.

En ce qui concerne ceux qui bénéficiaient d'un statut de protection provisoire, le gouvernement a décidé d'y mettre fin à dater du 3 septembre 1999, mais de n'imposer le retour obligatoire qu'à dater du 2 mars 2000, c'est-à-dire

Antoine Duquesne

à la fin de l'hiver. Il est clair que si la situation là-bas se normalise, elle reste néanmoins très précaire. Et l'on n'a pas la certitude que ceux qui seraient renvoyés trouveraient nécessairement de quoi se loger dans des conditions acceptables.

Il en est qui retournent. La semaine dernière, par exemple, il y a eu à peu près 120 retours volontaires.

Il est difficile pour autant d'en faire une règle générale. Et même pour ce qui concerne les retours forcés, nous devons agir avec beaucoup de prudence et de précautions. Ces mesures ne seront vraiment obligatoires et appliquées sous contrainte qu'à la fin de l'hiver.

De voorzitter : De heer Francis Van den Eynde heeft het woord.

De heer Francis Van den Eynde (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, ik zal de raad van de minister opvolgen maar mij niet tot zijn collega van Buitenlandse Zaken richten, wel tot de heer Kouchner die ik toevallig morgen in opdracht van dit parlement zal ontmoeten. Ik denk niet dat hij erg onder de indruk zal zijn, maar ik kan het maar proberen.

De minister deelt mij mee dat het op dit ogenblik de bedoeling is om het centrum heel de winter open te houden. Volgens de aanwezige militairen is de kazerne daarvoor niet echt geschikt. In het begin konden ze de overlast misschien wel aan, maar nu begint hij zwaar door te wegen.

Ten slotte wil ik rekening houden met alle humanitaire overwegingen die de minister naar voren schuift. Het lijkt mij echter totaal onlogisch dat personen enerzijds een bevel krijgen om binnen de vijf dagen het land te verlaten en, anderzijds, gratis logies en voedsel krijgen zolang ze dat wensen. Een dergelijk beleid kunnen we in de huidige situatie echt missen.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Jos Ansoms aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de problemen bij de politiediensten in verband met ademanalysetoestellen voor alcoholcontroles" (nr. 438)

Question orale de M. Jos Ansoms au ministre de l'Intérieur sur "les problèmes au sein des services policiers, en ce qui concerne les éthylomètres pour les contrôles d'alcoolémie" (n° 438)

De voorzitter : De heer Jos Ansoms heeft het woord.

De heer Jos Ansoms (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, verscheidene politiediensten hebben mij de afgelopen maanden gewezen op de problemen met ademanalysetoestellen. De beschikbaarheid van deze toestellen laat bij heel wat politiekorpsen te wensen over. Ik meende dat de reden voor dit falen moest worden gezocht bij het ministerie van Economische Zaken, dat deze toestellen moet ijken. Ik dacht dat er daar een achterstand was. Daarom heb ik vorige week in eerste instantie een vraag gesteld aan minister Demotte. Het antwoord van de minister was verbijsterend en zette mij ertoe aan de minister van Binnenlandse Zaken bijkomende vragen te stellen. De heer Demotte antwoordde mij dat van de 813 voorziene toestellen vorige week slechts 546 in gebruik waren; 49 andere waren bij de dienst voor ijking. Op zich is dit een zeer laag aantal wanneer men rekening houdt met het feit dat België 518 gemeenten telt, waaronder enkele grote steden die zeker meer dan één toestel nodig hebben.

Dit was dus een eerste verbazend antwoord. Daar hield het echter niet op. De minister verklaarde ook dat de kwaliteit van deze toestellen beneden alle peil was. Gemiddeld om de drie tot vier maanden waren de toestellen defect. Ze moesten worden teruggezonden naar de leverancier om de nodige herstellingen te laten aanbrengen. Daarna moesten ze opnieuw worden geijkt. Statistisch bekeken kunnen de politiediensten slechts beschikken over een klein percentage van het totale aantal toestellen. Bovendien zei de minister dat zijn dienst per week slechts veertig toestellen kon ijken. Aangezien er vijftig weken zijn in een jaar is er normaliter geen enkel probleem. Als de toestellen om de drie maanden stuk gaan, kan de dienst niet bijblijven.

Dat was het verbijsterende antwoord van de minister. In zijn conclusie zei hij dat de enige goede oplossing is deze toestellen zo vlug mogelijk te vervangen. De toestellen, die nog maar enkele jaren oud zijn, blijken niet te voldoen aan wat men er normaal van mag verwachten.

Mijnheer de minister, over hoeveel ademanalysetoestellen beschikt de rijkswacht op dit ogenblik ? Wat is het percentage dat men kan gebruiken ten opzichte van het aantal dat werd geleverd ? De minister van Economische Zaken heeft gezegd dat er een negatieve evolutie is van het aantal inzetbare toestellen. Klopt dat ? Hoeveel inzetbare toestellen heeft de rijkswacht nodig om de eindejaarscampagne op hetzelfde niveau als vorig jaar te houden ? Hoeveel toestellen staan er begin december ter beschikking ?

De minister van Economische Zaken heeft duidelijk gezegd dat er vanuit zijn administratie geen inspanningen mogen worden verwacht om de toestellen sneller te ijken. Hij verwacht blijkbaar alle heil van de aankoop door de politiediensten van nieuwe toestellen van een hogere kwaliteit. Mijnheer de minister, bent u het eens met dit

Jos Ansoms

antwoord ? Zo ja, wat is de stand van zaken wat de aankoop van nieuwe toestellen betreft ? Wordt daarvoor in uw begroting voor 2000 een bedrag uitgetrokken ? Zo ja, om welk bedrag gaat het, hoeveel toestellen kan men aankopen, en wat is de leveringstermijn ? Indien u niet akkoord gaat met de minister van Economische Zaken, hoe gaat u dan het probleem van de veelvuldige pannes en de langdurige ijkingsprocedure aanpakken ?

Le président : La parole est au ministre.

M. Antoine Duquesne, ministre : Monsieur le président, monsieur Ansoms, je ne vais pas jouer au jeu des futuribles. L'intérêt de la question que vous avez posée au ministre des Affaires économiques et des réponses qu'il vous a données, c'est que cela justifie un débat contradictoire entre la gendarmerie et les services du ministre. Ainsi, j'aurai un rapport circonstancié sur l'ensemble de la problématique.

Pour le surplus, j'ai interrogé la gendarmerie sur les questions que vous m'avez posées. Je peux vous rassurer : à l'occasion des fêtes de fin d'année, la gendarmerie sera en mesure de faire tous les contrôles que l'on attend d'elle pour que cela reste une fête pour tout le monde.

1. Au début novembre 1999, la gendarmerie disposait de 329 "opérationnels" sur les 500 qui avaient été livrés fin 1994, soit 64%. Il s'agit d'appareils de la marque Seres, "breath analyser", livrés par la firme HAV.

2. L'évolution de la disponibilité des appareils de marque Seres est la suivante :

- décembre 1997 : 247, - décembre 1998 : 470, - décembre 1999 - il s'agit d'une prévision puisque nous sommes en novembre : environ 400.

3. Idéalement, pour atteindre le même niveau de contrôle que l'année dernière durant la campagne de fin d'année, la gendarmerie dispose actuellement de 329 appareils auxquels il faut ajouter ceux en cours de vérification et qui pourront être sortis par l'IBSR d'ici le 1er décembre, c'est-à-dire plus ou moins 120 appareils, police communale et gendarmerie confondues. A ces appareils, s'ajouteront d'ici le début 2000, 99 nouveaux appareils de la marque Drager, dont je vous dirai un mot dans ma quatrième réflexion.

4. Un contrat de location pour 161 appareils, dont 99 pour la gendarmerie, vient d'être signé avec la firme Drager. Ces appareils sont en cours de réception et de livraison. Ils seront livrés aux unités dès le 29 novembre de cette année. La formation du personnel est en cours. Ce contrat de location est signé pour une durée de 12 mois et est renouvelable deux fois, respectivement pour 6 mois et 5 mois. Au terme de ces 23 mois, une option d'achat, pour la valeur résiduelle des appareils, est

prévue. Ceci portera donc le nombre total d'appareils à 974, dont 599 pour la gendarmerie. Aucun autre achat ou budget n'est prévu à cet effet pour le moment puisque, d'après la gendarmerie, ce chiffre permet de faire face aux nécessités du contrôle.

De voorzitter : De heer Jos Ansoms heeft het woord.

De heer **Jos Ansoms** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik heb twee opmerkingen. Ik verwijs naar een artikel in het Belang van Limburg van vorige week. De teneur daarvan staat haaks op de beweringen van de rijkswacht die zegt dat er geen problemen zouden zijn. Een rondvraag door de krant in de provincie Limburg toont aan dat er zeer veel problemen zijn bij de politiediensten en dat ze zich grote zorgen maken omdat ze op dit ogenblik niet kunnen beschikken over voldoende ademanalysetoestellen om de vereiste controles uit te voeren. Dat is ook in tegenpraak met wat de minister heeft vernomen van de rijkswachttop. Ik had trouwens hun reactie verwacht.

Zowel het krantenartikel als een beperkte lokale navraag die ik heb georganiseerd in het noorden van de provincie Antwerpen geven een ander beeld. De politiediensten hebben vastgesteld dat ze niet over voldoende toestellen beschikken.

Mijnheer de minister, uw collega van Economische Zaken heeft expliciet gezegd dat deze toestellen niet deugen en dat men ze op zeer korte termijn best allemaal vervangt. Ik heb contact opgenomen met het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid. Ook zij waren die mening toegedaan. U hebt deze vraag niet beantwoord. Wat is uw houding daaromtrent ?

M. Antoine Duquesne, ministre : Si, j'ai répondu, monsieur Ansoms ! Je vais avoir, avec l'aide des services, un débat sérieux avec mon collègue des Affaires économiques. Je ne me contente pas de la lecture des journaux. Ce n'est pas ainsi qu'un ministre doit travailler. Lorsque je disposerai d'un rapport complet, je tirerai les conclusions.

Par ailleurs, je ferai savoir à la gendarmerie que, selon vous, elle me fournit des réponses incomplètes ou inexactes. Nous verrons comment elle réagira.

De heer **Jos Ansoms** (CVP) : Ik zal me informeren bij uw collega van verkeerswezen, mevrouw Durant, om de juiste toestand te kennen. Zij is immers bevoegd voor het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De **voorzitter** : De mondelinge vraag nr. 458 van mevrouw Joke Schauvliege werd ingetrokken.

Mondelinge vraag van de heer Jan Eeman aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toepassing van de wet betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden" (nr. 403)

Question orale de M. Jan Eeman au ministre de l'Intérieur sur "l'application de la loi relative à la sécurité lors des matches de football" (n° 403)

De **voorzitter** : De heer Jan Eeman heeft het woord.

De heer **Jan Eeman** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik wil me vooraf verontschuldigen voor mijn afwezigheid van vorige week.

Over de handhaving van de openbare orde, in het bijzonder bij voetbalwedstrijden, meer bepaald in de strijd tegen het voetbalvandalisme, heb ik in het verleden reeds vragen gesteld. Er werden antwoorden gegeven, waarbij het ene antwoord al concreter was dan het andere. Uiteindelijk kreeg ik een vrij concreet schriftelijk antwoord van uw achtbare voorganger, die hier bij toeval aanwezig is.

Ik wil twee citaten voorlezen uit het antwoord van uw voorganger. Ten eerste : "Het valt mij op dat voor sommige - men kan het niet veralgemenen - grotere clubs relatief weinig supporters bij de uitgesloten behoren." Het tweede citaat luidt als volgt : "Het is wel opvallend dat sommige clubs, die thuis relatief weinig last hebben met hun supporters, maar waarvan de last buitenshuis altijd werd ondervonden, tot nu toe relatief weinig uitgesloten supporters tellen."

Uiteindelijk komt dit twee keer op hetzelfde neer : tal van clubs, en inzonderheid beroepsclubs, hebben weinig of geen uitgesloten supporters. Ik zou overigens - maar ik zal het niet luidop doen - een zeer vooraanstaande club kunnen citeren die vorig jaar in februari en maart een tiental uitgesloten supporters had. Dit is natuurlijk niet de manier van strijd voeren tegen het voetbalvandalisme, ook niet als organisator.

Aangezien ook de voetbalwet intussen van kracht is geworden, zou ik de minister het volgende willen vragen. Hoeveel supporters werden er per ligacub, dus in eerste en tweede klasse, uitgesloten tot september of oktober jongstleden, mede naar aanleiding en in toepassing van de voetbalwet ? Voor hoeveel supporters - mocht u mij dit nu niet kunnen zeggen ben ik ook tevreden met een schriftelijk antwoord - verdeeld per club, werd tot op

heden in toepassing van deze nieuwe voetbalwet een proces-verbaal opgesteld ? Werden dienaangaande boetes opgelegd of vastgelegd ? Welke sanctie zal eventueel worden opgelegd aan diegenen die "vergeten" die boete te betalen ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Antoine Duquesne**, ministre : Monsieur le président, monsieur Eeman, j'ai appris avec surprise qu'il ne m'était pas possible actuellement de répondre à votre question concernant le nombre de supporters interdits de stade par club ou le nombre de procès-verbaux à charge de supporters d'un même club.

En effet, l'appartenance à un club n'est pas reprise de manière systématique lors des constatations d'infractions. Les procès-verbaux établis mentionnent le nom du contrevenant, l'infraction commise, et parfois l'appartenance à un club, mais cette dernière mention n'est pas une exigence légale.

J'ai donc demandé à mes services d'examiner la possibilité d'adapter les textes légaux, et notamment la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, afin de permettre cette évaluation par club. On fait, sur base de toute une série de statistiques, des évaluations de la dangerosité, non pas de certains clubs, mais des supporters -en tout cas des hooligans- qui accompagnent ces clubs. Une évaluation par club serait utile.

J'en viens à votre deuxième question. En ce moment, la cellule football gère 252 dossiers : 217 néerlandophones et 35 francophones. Pour 130 d'entre eux, des décisions administratives ont été prononcées. Pour 6 ayant déjà force exécutoire, aucune amende n'a été infligée, notamment parce que des poursuites judiciaires avaient été engagées, ce qui interrompt la possibilité de faire payer des amendes administratives.

En fonction de l'infraction commise, le montant de l'amende varie bien entendu dans les limites des fourchettes légales prévues : 10 000 francs minimum, 200 000 francs maximum pour les personnes se trouvant dans les stades. Pour les organisateurs, les amendes peuvent aller au-delà de 2 millions.

L'article 28 de la loi "football" précise que la décision d'imposer une sanction administrative a force exécutoire à l'échéance d'un délai d'un mois à compter du jour de sa notification. L'appel est suspensif. Le contrevenant peut interjeter appel au tribunal de police dans un délai d'un mois à dater de la notification, mais on constate que, suite aux premières décisions rendues, il y a eu fort peu d'appels, ce qui montre que ceux qui ont été frappés d'amendes ont reconnu leur responsabilité. L'exécution peut être obtenue par voie d'huissier comme pour toute condamnation.

De **voorzitter** : De heer Jan Eeman heeft het woord.

De heer **Jan Eeman** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Het verwondert me enigszins dat u althans op de eerste vraag hoeveel supporters er per club tijdens het voorbije jaar werden uitgesloten, geen antwoord kunt geven.

Ik vind dat bedroevend en teleurstellend. Ik zou u willen vragen dat u de betrokkenen op hun plichten zou wijzen, zodat ze voor zichzelf zouden kunnen ramen welke eventuele ongunstige elementen zich in hun milieu bevinden. Voor een middelmatige club van tweede klasse is zoiets perfect doenbaar, en ik kan mij dan ook voorstellen dat dit voor superprofessionele clubs minstens even doenbaar zou moeten zijn, temeer daar de mogelijke schade meermaals in de miljoenen loopt.

De **voorzitter** : Collega, gezien de goodwill van de minister vrees ik dat u uw vraag een paar weken te vroeg stelt. De minister heeft het woord.

M. **Antoine Duquesne**, ministre : Monsieur Eeman, j'applique la loi que vous avez votée. Je ne peux pas ajouter à la loi ni demander aux services d'agir autrement que ne le permet la loi. Ils ne le feraient pas d'ailleurs : nous connaissons bien l'esprit légaliste des policiers et des gendarmes.

Mais, en effet, c'est une lacune vis-à-vis de laquelle je vous ai dit avoir l'intention de réfléchir à la manière de remédier, spécialement en complétant la loi.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- *La réunion publique de commission est levée à 15.35 heures.*

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.35 uur.*
